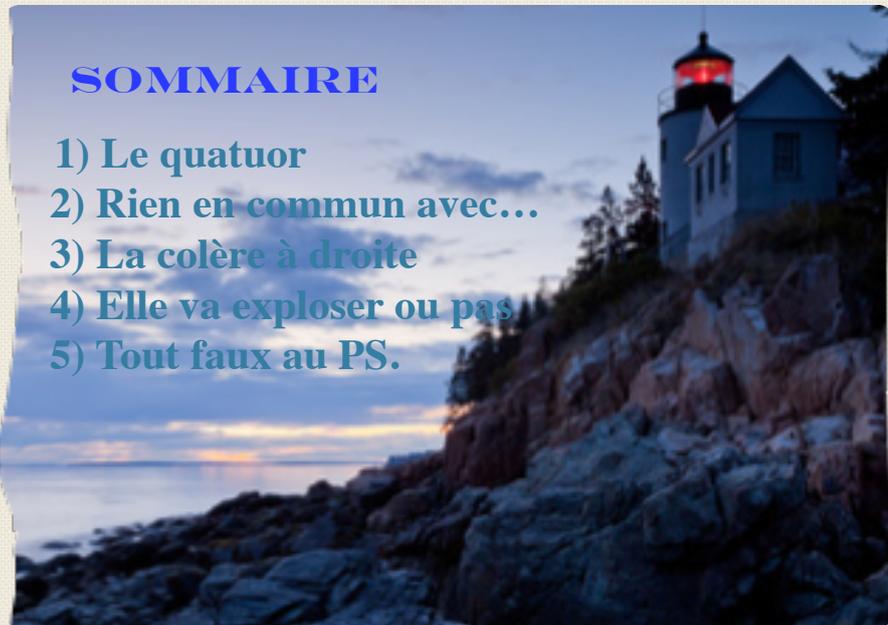


# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 23 DECEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- 1) Le quatuor
- 2) Rien en commun avec...
- 3) La colère à droite
- 4) Elle va exploser ou pas
- 5) Tout faux au PS.



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Les Le Pen, Philippot et Sarkozy : le quatuor honni des Français



**Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen, Florian Philippot et Nicolas Sarkozy sont les personnalités politiques les plus rejetées par l'opinion publique, selon un sondage Odoxa.**

C'est un paradoxe. Le Front national est arrivé en tête au premier tour des élections régionales le 6 décembre. Et pourtant, ses principales têtes de proue sont profondément rejetées par les Français. Les résultats d'un sondage Odoxa pour L'Express, France Inter et la presse régionale sont sans appel : le trio de tête des personnalités politiques qui suscitent le plus de rejet dans l'opinion est formé par Marine Le Pen (56% de rejet), Marion Maréchal-Le Pen (55%) et Florian Philippot (51%). Ce dernier est toutefois à égalité avec Nicolas Sarkozy, lui aussi rejeté par 51% des Français. Tous les quatre sont même de plus en plus honnis : +2 points de rejet pour la patronne du FN par rapport à novembre, +4 pour sa nièce, +3 pour Philippot. Nicolas Sarkozy, lui, enregistre 5 points de rejet en plus.

Suivent quatre personnalités de gauche : Christiane Taubira, rejetée par 48% des Français, Jean-Luc Mélenchon (45%), Cécile Duflot et Najat Vallaud-Belkacem (41% chacune).

Au palmarès de l'adhésion, toutefois, Marion Maréchal-Le Pen devance de peu Marine Le Pen : 25% des Français la soutiennent ou éprouvent de la sympathie pour elle, contre 24% pour sa tante. Très clivante, la députée du Vaucluse est portée par sa popularité parmi les sympathisants de droite : elle suscite l'adhésion de 50% d'entre eux (+8 en un mois), ce qui en fait la personnalité la plus populaire à droite, au coude-à-coude avec Alain Juppé (50% également), et devant Marine Le Pen (49%) et Nicolas Sarkozy (45%).

Selon la même enquête, 65% des Français estiment que les élections régionales ont été « plutôt une victoire » pour le FN. En revanche, 66% d'entre eux déclarent avoir une mauvaise opinion du parti de Marine Le Pen. Un rejet majoritaire qui explique l'échec du FN à s'imposer au second tour du scrutin.



## **II) Clémentine Autain : «Au fond, qu'ai-je en commun avec Manuel Valls?»**

Par Clémentine Autain, conseillère régionale Ile-de-France et porte-parole d'Ensemble-Front de gauche

**Ce que nous avons en commun avec les responsables politiques des organisations de gauche de ce pays est infiniment supérieur à ce que nous partageons avec le Premier ministre.**

Manuel Valls porte aujourd'hui une responsabilité de premier plan dans l'avenir du pays et de la gauche. Je mesure la difficulté de sa tâche et je crois qu'il occupe ses fonctions avec conviction. Après tout, c'est bien sur une ligne néolibérale et autoritaire que Manuel Valls avait obtenu 6% des voix lors de la primaire socialiste en 2011. Il se trouve qu'il est aujourd'hui Premier Ministre et qu'il gouverne au nom de la gauche. L'homme a de la suite dans les idées. Moi aussi.

Les médias rapportent une phrase que Manuel Valls aurait tenu : «Au fond, qu'ai-je en commun avec Clémentine Autain?». Cette interrogation, qui n'en est pas une, éclaire un aboutissement, une mue démocrate à l'américaine de la direction du Parti socialiste. Au moment où Valls tweete «ok avec Jean-Pierre Raffarin», cette petite phrase enterre au bulldozer l'union de la gauche telle qu'elle a existé en France pendant plusieurs décennies. Manuel Valls, avec le PS, prend le chemin de Tony Blair en Angleterre, Gerhard Schröder en Allemagne ou Romani Prodi en Italie, avec les résultats que l'on sait : une gauche déconfite et le retour au pouvoir d'une droite plus dure encore.

Au nom de la gauche, le gouvernement prend depuis trois ans des mesures qui tournent le dos aux valeurs historiques de la gauche. Citons pêle-mêle les 43 milliards d'euros d'aide aux grandes entreprises sans aucune contrepartie en matière d'emplois, le parti pris sans ambages pour les patrons dans le conflit d'Air France, l'abandon du droit de vote des étrangers et du récépissé pour lutter contre le contrôle au faciès, le renoncement à mettre en place l'ABC de l'égalité à l'école comme l'écotaxe, l'autorisation des forages de gaz de schistes quelques mois avant de recevoir la Cop 21 en France... Sous couvert d'Etat d'urgence, au nom de la gauche, ce gouvernement aura perquisitionné et mis en garde à vue des militants politiques, des agriculteurs bio, et

imaginé instaurer la déchéance de la nationalité ! Pendant ce temps, de plus en plus de Français ont du mal à joindre les deux bouts, les budgets publics sont au régime minceur et les droits sociaux grignotés. Quant à la démocratie, elle est dans un état de décrépitude croissante mais aucune réforme n'est à l'ordre du jour.

Des millions de Français qui ont voté pour François Hollande se trouvent aujourd'hui en état de sidération devant tant de distance prise avec les fondamentaux de la gauche. Le pays est déboussolé, le mot gauche lui-même est vidé de contenu. Le Front national prospère sur la désespérance populaire que nourrit la hausse continue de la précarité et le délitement des solidarités. Le pouvoir en place est incapable de tracer un autre chemin que celui de ses prédécesseurs et de projeter les Français dans un avenir meilleur. Ce que propose au fond le gouvernement, c'est la perpétuation des recettes appliquées sans succès dans toute l'Europe depuis trente ans. Qu'importe les échecs aux municipales, départementales et régionales, le cap sera maintenu : Valls promet d'aller plus vite, plus fort mais toujours dans la même direction.

La gauche que veut Manuel Valls n'est pas moderne, elle est de droite. Oui la gauche parle une langue morte. Oui, un vaste chantier de reconstruction est nécessaire pour que la gauche renoue avec les milieux populaires, pour qu'elle parle du et au monde contemporain. Mais ce n'est pas avec le reniement de ses valeurs historiques qu'elle y arrivera. C'est en recherchant la paix au lieu de se fourvoyer dans des logiques toujours plus guerrières et sécuritaires. C'est en trouvant la voie pour casser les reins de la finance et développer les biens communs au lieu de courir après les propositions du Medef. C'est en partageant le travail et les richesses, en inventant un nouveau statut protecteur pour les salariés, et en mettant à plat le système fiscal pour qu'il soit plus juste. C'est en sortant des rêves consuméristes pour promouvoir une société qui a du sens, en dehors de la valeur de l'argent, et qui se donne les moyens de préserver l'écosystème. C'est en créant des emplois utiles, répondant aux besoins émergents comme la rénovation thermique des bâtiments ou le recyclage des déchets, l'aide aux personnes âgées ou la création massive de crèches pour les petits. C'est en augmentant le socle des droits au lieu de les détruire. C'est en œuvrant pour des ruptures démocratiques, loin de la technocratie qui gouverne et de cette Ve République exsangue. C'est en dégagant une vision et des moyens

inédits pour l'accès au numérique, le droit à la ville ou la lutte contre les discriminations parce que l'égalité et la liberté ne se jouent pas que dans le rapport capital/travail. Autant de chantiers qui ne sont pas compatibles avec la sacro-sainte réduction des dépenses publiques. Force est de constater qu'ils n'ont rien de commun avec l'orientation du gouvernement : le ministère de la contestation n'est pas mon crédo. Je fais partie de celles et ceux qui veulent participer à des majorités qui améliorent concrètement, de façon significative, la vie du grand nombre.

L'heure n'est pas à la lamentation mais à la recomposition. Les forces et les énergies sont nombreuses pour reconstruire une gauche dans ce pays. Encore faut-il ne pas se laisser emporter sur le radeau de la Méduse gouvernemental. Encore faut-il avoir l'esprit de responsabilité et d'unité chevillé au corps. Un signal est attendu pour battre en brèche la sidération et la résignation qui sévissent à gauche. Les responsables politiques de toutes les organisations de gauche, qui ne veulent pas voir ainsi mourir l'espoir d'un progrès humain, doivent se fédérer pour bâtir un cadre nouveau, qui ne soit pas celui des appareils politiques additionnés mais des forces vives du pays. Au fond, ce que nous avons en commun est infiniment supérieur à ce que nous partageons avec Manuel Valls.



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

### III) Colère à droite après l'abandon de la déchéance de nationalité

Le Monde.fr Par Matthieu Goar



Eric Ciotti à la sortie d'une réunion du bureau politique du parti Les Républicains, à Paris, le 7 décembre. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR "LE MONDE" JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR ...

A force de ne pas vouloir effrayer sa gauche, François Hollande va-t-il s'aliéner le soutien de la droite ? Devant les doutes ressentis par certains des membres de sa majorité, le président de la République a – selon une source gouvernementale qui l'a confirmé au Monde – décidé de renoncer à déchoir de la nationalité française des binationaux nés français condamnés pour terrorisme. Déjà, le 15 décembre, le premier ministre, Manuel Valls, avait confié son scepticisme : « Est-ce que le symbole en vaut la peine ? », s'était-il interrogé devant quelques journalistes.

Cette mesure ne figurera donc pas dans le projet de réforme constitutionnelle présenté, mercredi 23 décembre, en conseil des ministres. François Hollande recule sur cette disposition qu'il avait pourtant lui-même annoncée lors de son discours devant le Congrès, le 16 novembre.

Trois jours après les attentats du 13 novembre, le

président de la République voulait s'afficher en garant de l'unité nationale, donnant des gages à la droite, qui avait déjà réclamé la déchéance de nationalité après les attaques terroristes de janvier. En stratège politique, le chef de l'Etat savait qu'il aurait besoin d'une partie des votes de l'opposition pour obtenir les trois cinquièmes des voix de parlementaires nécessaires à l'adoption de sa réforme constitutionnelle.

L'annonce du retrait de cette mesure symbolique irrite les principales figures de l'opposition. « Cela voudrait dire que le discours du Congrès était insincère, qu'il était prononcé sous le coup de l'émotion des attentats. S'il recule, cela veut dire que sa fermeté était factice, que l'unité nationale n'était qu'un paravent politique pour placer le chef de l'Etat au centre du jeu et au final une manœuvre électorale avant les élections régionales », estime Eric Ciotti, député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes et

président de la commission d'enquête parlementaire sur la surveillance des filières djihadistes.

### « Deux mesures indispensables »

D'autres élus de droite, notamment des sénateurs, expriment des critiques. « François Hollande choisit la gauche plutôt que l'unité nationale, estime Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat. La constitutionnalisation de l'état d'urgence sans la mise en place d'autres mesures tient plus de l'esthétique. Le recul sur la déchéance serait un signal négatif. Et si on sent l'habileté politicienne, ce sera alors beaucoup plus compliqué d'avoir un groupe unanime. »

Depuis l'annonce lors du Congrès de cette réforme constitutionnelle, la droite a posé des conditions à son vote. « Sur le principe, je ne suis pas contre une réforme constitutionnelle, mais tout dépendra de ce qu'il y aura dedans », avait déclaré Nicolas Sarkozy au Monde, le 19 novembre.

L'ancien président de la République appelait de ses vœux « deux mesures indispensables » : l'assignation à résidence, avec port d'un bracelet électronique, des individus fichés « S », et l'extension de la rétention de sûreté aux terroristes, à l'issue de leur peine de prison. « Si ces deux mesures soulèvent des obstacles constitutionnels en l'état du droit actuel, la révision de la Constitution permettra précisément de les lever », avait poursuivi l'ancien chef de l'Etat.

### « Obstacles constitutionnels »

La déchéance de nationalité des binationaux nés français faisait partie des prérequis à un vote favorable de l'opposition. Nicolas Sarkozy est depuis longtemps partisan d'un élargissement des conditions de son application.

Il l'avait déjà évoquée lors de son discours de Grenoble en 2010 pour les individus qui « auraient volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ».

Après les attentats de janvier, l'UMP avait proposé douze mesures pour renforcer la sécurité des Français : la déchéance de nationalité pour les djihadistes binationaux figurait en première ligne.

Au lendemain du 13 novembre, M. Sarkozy avait pris acte des annonces de son successeur mais s'était méfié d'une manœuvre politique. Le président des Républicains avait alors mis en place un observatoire, présidé par Eric Woerth et composé de plusieurs parlementaires, destiné à contrôler l'application des mesures annoncées par le gouvernement.

Dans une tribune publiée dans Le Monde du 22 décembre, l'un des membres de cet observatoire, Guillaume Larrivé, député de l'Yonne et spécialiste des questions pénales, regrettait que « le projet de révision ne donne à l'Etat aucun nouveau pouvoir pour mieux protéger les Français et ne crée aucune garantie nouvelle pour mieux assurer l'exercice des libertés ». Il insistait pour qu'un amendement soit introduit afin de faciliter « durablement des mesures de perquisition, d'assignation, de placement sous surveillance électronique et de rétention ».

Matthieu Goar  
Journaliste au Monde

[lemonde.fr](http://lemonde.fr)

## IV) l'Université Paris Saclay va t-elle exploser ?

Le grand projet de l'Université Paris Saclay, lancé par Sarkozy et Pécresse, repris tel quel par Hollande, Fioraso puis Mandon va t-il exploser en vol ?

Ce sont les annonces de trois ministres - Le Drian, Mandon et Macron - venus solennellement au Conseil d'Administration de l'Ecole Polytechnique la semaine dernière qui ont mis le feu au poudres. Depuis le début de l'opération, la question centrale réside dans la manière dont les Grandes Ecoles, et singulièrement l'X, seront intégrées à une Université dont la matrice et les forces dominantes sont l'Université Paris-sud (Orsay pour l'essentiel) et les laboratoires mixtes Universités et Cnrs qui constitue la force de frappe scientifique de l'ensemble. Depuis le début, les Grandes Ecoles résistent à cette intégration,

alors même que leur modèle de formation des "élites" est mis en question.

Or, les trois ministres sont venus dire à l'X et aux autres Grandes Ecoles : rassurez-vous, nous ne vous obligeons à rien et surtout pas à frayer avec les universitaires et chercheurs, nous vous proposons même de récupérer certains des meilleurs lycéens dès après le bac, et pour finir, nous ajoutons 60 millions d'euros en cinq ans à l'X, l'une des formations supérieures les mieux financées. Je résume brutalement. Mais ces annonces ont été prises comme une provocation insupportable par la communauté scientifique et universitaire d'Orsay. Les boîtes mails et les téléphones surchauffent depuis vendredi dernier. Et en est sorti un texte collectif, signé par un panel de scientifiques de très haut niveau qui disent ouvertement au gouvernement : stop !

Le voici :

Lettre ouverte à Manuel Valls, Premier Ministre et Thierry Mandon, Secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche  
Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre,

La communauté scientifique et universitaire du plateau de Saclay ne ménage pas ses efforts depuis de nombreuses années pour promouvoir la création d'une grande Université de recherche et d'innovation qui, en associant universités, grandes écoles et organismes de recherche, donnera à la France une visibilité internationale de tout premier plan. Rapprocher sur un même site Universités et Grandes Ecoles nous semble être un projet ambitieux. Cela favorisera de nouvelles synergies scientifiques et technologiques, sera susceptible de promouvoir l'interdisciplinarité et sera capable de rapprocher recherche publique et recherche privée pour favoriser les transferts technologiques et les créations d'entreprises et d'emplois dont notre pays a tant besoin.

Formations supérieures et laboratoires de recherche fondamentale ou appliquée vivent aujourd'hui dans un environnement mondial de grande compétition. Dans ce contexte, il est certain que la création d'une Université Paris-Saclay intégrant toutes les richesses des formations et laboratoires du site peut contribuer fortement à améliorer l'attractivité scientifique et pédagogique de notre pays pour les étudiants et chercheurs étrangers. Nous pensons que la construction de cette université nécessite une

intégration de ses différents membres pour aboutir notamment à la signature des publications scientifiques sous la marque de l'Université Paris-Saclay, de sorte que les diplômés portant cette marque disposent du prestige à même de promouvoir nos étudiants dans la société, au plan national comme à l'international. Le chemin de la création d'une grande Université intégrée avait été pris avec notamment la mutualisation des formations de Masters et de Doctorats et l'intégration des chercheurs issus des Universités et Grandes Ecoles au sein d'une douzaine de laboratoires d'Excellence (LabEX) soutenus récemment par le Programme Investissement d'Avenir.

Aujourd'hui, cet élan enthousiaste est remis en question suite au rapport Attali et à la proposition faite par deux ministres de créer un pôle d'excellence à partir de Grandes Ecoles seulement, en limitant ainsi l'objectif initial d'intégrer pleinement ces Ecoles à l'ensemble des Universités, Organismes et laboratoires prestigieux du site. Ce rapport nous semble avoir été écrit sans prendre en compte cette ambition, la réalité du terrain et les efforts déjà réalisés par les chercheurs et enseignants-chercheurs du plateau de Saclay. Il aboutit à faire de l'Université Paris-Saclay un assemblage hétéroclite d'institutions au sein duquel chacun gardera son autonomie sans gouvernance forte et sans visibilité internationale.

Des interviews récentes dans la presse (Les Echos) nous ont d'ailleurs particulièrement choqués, quand il y est dit que l'intégration de l'Ecole Polytechnique dans l'Université Paris-Saclay aboutirait à « un système phagocyté par les syndicats avec une lenteur de décision rendant toute évolution très difficile » et que la question du devenir de l'Ecole Polytechnique est posée en ces termes : « Que deviendrait l'Ecole Polytechnique et ses 3500 étudiants noyés dans un ensemble de 70000 étudiants qui plus est avec une gouvernance de l'ensemble qui est complètement loufoque ? ». Quel mépris vis-à-vis du système universitaire français !

De plus, à un moment où les moyens alloués à la recherche, via l'ANR notamment, sont en diminution constante, les crédits supplémentaires qui ont été promis à l'Ecole Polytechnique apparaissent aux yeux de la communauté comme un souhait de créer deux blocs distincts au sein de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'un

implicitement d'excellence représenté par les Grandes Ecoles et l'autre de formation de masse dévolu aux universités avec des moyens dérisoires. C'est oublier un peu vite que dans le classement international le plus visible, ce sont deux universités parisiennes, dont Paris-Sud, qui apparaissent en meilleure place, en dépit des moyens très insuffisants qui leur sont attribués au regard du nombre de leurs étudiants.

Prix Nobel, Médaille Fields, Membres de l'Académie des Sciences et directeurs de labEX attachés à la création d'une grande université sur le plateau de Saclay, nous souhaitons attirer votre attention sur la nécessité de revenir au projet ambitieux qui a déjà coûté beaucoup d'efforts à la communauté scientifique du plateau de Saclay : conjuguer l'excellence, au bénéfice de la recherche et de la formation, au sein d'une grande université ouverte sur le monde. L'université Paris-Saclay est une chance, sachons la saisir ! Veuillez agréer, Messieurs le Premier Ministre et Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, l'expression de notre plus haute considération.

#### Liste des personnalités ayant signé la lettre :

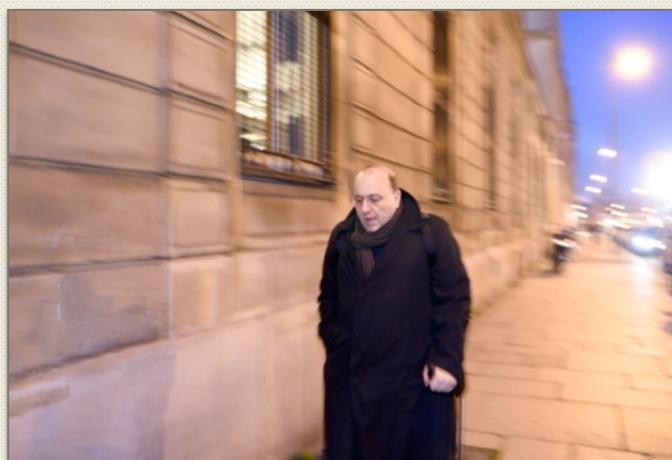
*Serge Abiteboul, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Jean-Michel Bismut, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Hélène Bouchiat, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Jean-Pierre Bribring, Professeur de l'Université Paris-Sud, responsable de la mission Philae*  
*Patrick Couvreur, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Catherine Cesarsky, Membre de l'Académie des Sciences, représentant la France au conseil du CERN*  
*Michel Davier, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Daniel Estève, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Albert Fert, Prix Nobel de Physique et membre de l'Académie des Sciences*  
*Robert Guillaumont, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Marc Humbert, Professeur à l'Université Paris-Sud, Directeur du Département Hospitalo-Universitaire Thorax Innovation*  
*Denis Jérôme, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Henri Kagan, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Jean-François Le Gall, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Dominique Meyer, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Jean-Loup Puget, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Georges Slodzian, Membre de l'Académie des*

*Sciences*  
*Georges Slodzian, Membre de l'Académie des Sciences*  
*Wendelin Werner, Médaille Fields, membre de l'Académie des Sciences*  
*Rodolphe Fischmeister, Directeur du LabEX LERMIT*  
*Paul Leadley, Directeur du LabEX BASC*  
*Jean-Pierre Mahy, Directeur du LabEX CHARMMATT*  
*Philippe Mendels, Directeur du LabEX PALM*  
*Serge Palacin, Directeur du labEX nanoSaclay*  
*Christine Paulin, Directeur du labEX DIGICOSME*  
*Pierre Pansu, Directeur de la Fondation Mathématiques Jacques Hadamard*

Par Sylvestre Huet  
Journaliste à Libération



**V) Dray (PS): "On a fait un mauvais deuxième tour", avec une "formule malheureuse"**



Julien Dray conseiller régional PS d'Ile-de-France arrive au siège du PS à Paris le 14 décembre 2015 © ERIC FEFERBERG

**Julien Dray, conseiller régional PS d'Ile-de-France désormais dans l'opposition, a affirmé dimanche que la gauche avait "fait un mauvais deuxième tour" des...**

Julien Dray, conseiller régional PS d'Ile-de-France

désormais dans l'opposition, a affirmé dimanche que la gauche avait "fait un mauvais deuxième tour" des régionales, pointant notamment la "formule extrêmement malheureuse" de "race blanche" utilisée par Claude Bartolone.

"Mon sentiment, c'est qu'on a fait un mauvais deuxième tour", a déclaré M. Dray sur France 3. "On s'est renfermé dans un conflit entre départements et dans un conflit d'identités. Et on a eu cette formule extrêmement malheureuse, même si elle était mal formulée, mais qui a été perçue par l'opinion comme extrêmement dangereuse. Celle sur +la race blanche+", a-t-il ajouté.

La formule était "elliptique parce qu'il ne disait pas qu'elle (Valérie Pécresse, Les Républicains, tête de liste de la droite et du centre qui a gagné les élections, NDLR) défendait la race blanche. Elle a intelligemment utilisé cela. Nous n'avons pas su sortir du piège qui nous était tendu" et cela "nous a fait perdre des voix", a-t-il considéré.

M. Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, chef de file de la gauche rassemblée après le premier tour, avait affirmé entre les deux tours des régionales que sa rivale défendrait, "en creux", "la race blanche" contre les villes populaires.

"Ce n'était pas le candidat du 93 (la Seine-Saint-Denis). Claude Bartolone, c'était le candidat pour être le président de toute la région. Donc on n'opposait pas un département aux autres. On essayait de rassembler, de dire que chacun avait sa place dans cette Ile-de-France humaine que nous voulions construire", a expliqué M. Dray.

En démissionnant du conseil régional après sa défaite, a jugé cet élu PS, M. Bartolone "en a tiré toutes les conséquences, il fait place à une nouvelle génération". "Pour lui, je pense que c'est mieux comme ça."

Concernant le Parti socialiste, Julien Dray a par ailleurs jugé qu'il fallait "trouver des formules nouvelles pour que les gens s'investissent dans le débats d'idées".

Interrogé sur un éventuel changement de nom du PS, il a estimé qu'"à un moment donné, soit on fait quelque chose de totalement neuf et vous donnez le sentiment aux gens qu'ils sont partie prenante de cette nouveauté, soit vous dites +j'ai repeint la facade, revenez+".

La "question sur le changement de nom n'est pas la question prioritaire. Si le processus politique que voulons faire, c'est une grande coalition progressiste moderne, alors effectivement, la question des formes anciennes devra être dépassée", a-t-il ajouté.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**